

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.  
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication: Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire: 46722  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

VENDREDI  
13 AOUT 1976

Belgique 15 FB  
Grèce : 20 drach  
Italie : 300 lire  
Portugal : 15 esc  
Suède : 2,25 Ks.  
Suisse 1 FS

**Climat  
insurrectionnel  
en Afrique  
du Sud**  
36 militants  
noirs tués  
au Cap

36 manifestants tués au Cap. Comme une trainée de poudre, les mobilisations des jeunes noirs se sont étendues de Johannesburg aux autres villes noires d'Afrique du Sud. Mercredi, ce sont les quartiers noirs de la ville du Cap qui ont connu les affrontements les plus violents. Le bilan provisoire est de 36 morts, soixante dix blessés très graves et de nombreuses arrestations. La région du Cap est la plus grande - et la plus ancienne - concentration de population blanche. On y trouve aussi la majorité des deux millions de métis du pays et une minorité noire regroupant 300 000 personnes dans les bidonvilles de Langa, Guguleta et Nyanga.

Suite page 2

En solidarité avec  
les travailleurs  
polonais

**PETITION  
DE POSTIERS  
PARISIENS**

Lire page 4

## LA "COLLINE DU THYM" EST TOMBÉE

le camp de Tall Al Zaatar, symbole de la Gauche libanaise et de la résistance palestinienne, s'est rendu après 52 jours de combats acharnés

Sur une superficie de moins d'un kilomètre carré exposée à des tonnes d'obus résistait héroïquement un peuple en lutte. Aux yeux de tous les régimes, le génocide se déroulait à Tall al Zaatar.

Tall al Zaatar, camp palestinien à 5 km du centre de Beyrouth, abritait plus de 30 000 palestiniens et libanais dans leur majorité ouvriers dans le secteur industriel le plus important au Liban en bordure du camp.

Le camp est soumis depuis 9 mois à un blocus de la droite, et assiégé et bombardé massivement depuis 52 jours.

Pendant 52 jours, un camp de bidonvilles a résisté aux assauts les plus acharnés, à l'offensive la plus féroce et la plus atroce menée ensemble par les forces de la droite libanaise et du régime syrien.

Et face à cet énorme déploiement de forces, ils n'étaient que quelques centaines de combattants palestiniens et libanais à résister dans des conditions très difficiles.

L'évacuation de 400 personnes parmi des milliers de blessés ne s'est déroulée qu'à la suite de l'écho qu'a rencontré à l'échelle internationale la résistance héroïque des défenseurs du camp.

Plus de 80 Etats arabes et occidentaux se sont prononcés pour « les droits légitimes du peuple palestinien », or, qu'ont-ils fait de concret ? Rien ! Jamais il n'y a eu convergence entre les intérêts du peuple palestinien en lutte et les intérêts des régimes arabes soit-disants « patriotiques ».

La complicité des régimes arabes avec à leur tête le régime syrien face au massacre, explique ceci d'une façon indiscutable.

Mais à multiples reprises la convergence entre les intérêts des masses arabes et du peuple palestinien s'est avérée inflexible.



Blindé des forces de droite face à Tall Al Zaatar

Lire page 3

## CHINE: LES CONSÉQUENCES D'UN SÉISME



Dans les rues de Pékin, la population campe en prévision d'un autre séisme

Le tremblement de terre de la région de Tanshang est un désastre humain, par le nombre de victimes, de blessés et de sans-abri ; un désastre économique par l'importance des installations industrielles détruites. Mais la catastrophe intervient dans une situation politique extrêmement instable, à l'approche de la disparition de Mao Tse Toung, alors que la lutte de fraction n'a pu trouver d'autres solutions qu'un compromis bâtarde autour de Hua Kuo Feng, qui laisse les divergences en suspens.

« L'histoire depuis la libération (...), a montré que les chefs de la ligne opportuniste ont toujours essayé de tirer parti des difficultés temporaires provoquées par des calamités naturelles pour dévoyer la révolution de sa marche et restaurer le capitalisme », écrit Le Quotidien du peuple du 11 août. Dans cet éditorial, publié en première page du journal sous le titre « Approfondissons la critique contre Teng Hsiào Ping dans les opérations de secours contre le tremblement de terre », l'auteur laisse entendre que le séisme, loin d'apaiser les divergences, a exacerbé la « lutte entre

les deux lignes ». L'article rappelle d'ailleurs que lors des années économiques difficiles de 1959-61, Liu Shao Chi et Teng Hsiao Ping avaient cherché à faire appliquer leur ligne révisionniste en s'opposant à la politique de « grand bond en avant » (ceci avec un certain succès puisque Mao avait été écarté de la direction effective du pays).

Ce thème mis en avant dès les premiers jours suivant le séisme peut signifier qu'une nouvelle offensive des partisans de Teng est en cours à l'heure actuelle, ou au moins que de sérieuses divergences sont

réapparues dans la direction chinoise, en ce qui concerne les énormes tâches de reconstruction.

Les dommages sont en effet considérables. La région de Tanshang était une des principales zones industrielles du pays. Les mines de Kailuan, où travaillaient 100 000 mineurs, produisaient 25 millions de tonnes de charbon par an ; elles étaient le troisième centre minier chinois après ceux du Liaoning plus au nord. Le charbon est de loin encore la première source d'énergie du pays, mais sa production augmente relativement peu depuis quelques années en raison de la vétusté des installations. Les mines de Kailuan avaient fait l'objet d'investissements et servaient de modèle aux autres centres miniers. Le mot d'ordre à la conférence nationale sur les mines de novembre 1975 était « rattraper Kailuan ».

Suite page 3



## DE L'EAU SUR MARS ?

de notre envoyé spécial.

Qui peut savoir ce que le sol (1) de demain apportera ? Avant-hier, les premiers clichés émis par Viking 2, la sonde spatiale US qui tourne autour de Mars, montraient « des nuages tourbillonnant sous l'effet de vents soufflant à plus de 200 km/h », laissant seulement émerger (pour certains 5 000 m !) les sommets de volcans gigantesques. Une brume épaisse, des nuages ou du brouillard, semblaient recouvrir la région ; région de vallées encaissées (noctus labyrinthus), adjacente à la chaîne volcanique et montagneuse de Tharsis.

Hier d'autres précisions étaient données. Olympus mons, qui appartient à la chaîne Tharsis, est trois fois plus haut que l'Everest et l'orifice de son cratère volcanique à un diamètre trois fois plus important aussi que celui du plus grand volcan terrestre, Mauna Loa (Hawaï) ! Un diamètre de base de cinq à six cents kilomètres et un diamètre de cratère de quatre-vingt kilomètres estiment les spécialistes de Pasadena. Les clichés dévoilent des pentes

par des volcans et d'immenses cratères formés par les impacts des météorites. Une difficulté supplémentaire pour Viking-2 qui va devoir bien viser, s'il veut se poser sans casse.

Mais le plus surprenant est sans doute l'information communiquée dans la journée du 12 août. Viking-2 a pris deux clichés de la même région à une demi-heure d'intervalle. Le premier, pris juste après le lever du soleil est parfaitement clair, sans aucune brume. Le second, au contraire, montre que le fond des cratères s'est rempli de nappes de brouillard. Une brume matinale en quelque sorte. Selon le docteur Baum, ces photos constituent la preuve d'un échange d'eau entre le sol et l'atmosphère de la planète rouge. Elles avaliseraient peut-être une théorie, qui avait été émise par quelques scientifiques, selon laquelle l'eau serait issue d'un permafrost, glacié permanent enfoui sous le sol, et s'en échapperait pendant le « sol » martien sous forme de vapeur.

« Si je cherchais une vie biologique, j'essayerais d'atterrir près de ces endroits » a ajouté le docteur William Baum. En attendant, l'ensemble de l'équipe d'analyses de Pasadena semble vouloir tenir les journalistes à l'écart et a souligné, lors d'une conférence de presse, la prudence avec laquelle il faut interpréter les premiers résultats de la mission Viking-1. Trop de données ne sont pas vérifiables deux fois, aussi est-il très vraisemblable qu'à l'issue de la mission Viking on n'aura pas de « conclusion catégorique » sur la présence ou l'absence d'une forme de vie sur Mars, ont-ils ajouté.

Il y a donc encore un peu de place pour le rêve.

(1) C'est ainsi que l'on a baptisé la journée martienne.

### DES MARTIENS SUR MARS !



assez douces, érodées par le vent ou d'hypothétiques pluies et des coulées de lave solidifiée. Olympus mons aurait commencé à se former il y a deux cents millions d'années.

Contrairement à la région où s'est posé Viking-1 le relief dans la région de Cydonia, semble donc fort accidenté, complètement dentelé

## ITALIE

# SEVESO : UNE REGION DEFINITIVEMENT INHABITABLE ?

Une femme de 24 ans habitant près de la zone contaminée par le nuage toxique d'ICMESA vient d'accoucher mercredi d'un enfant mort-né. La jeune femme avait été hospitalisée il y a quelques jours, indique l'agence ANSA, pour y subir des examens concernant une éventuelle contamination par la dioxine. Le corps du nouveau né fera l'objet d'une autopsie.

Mais déjà bien sûr, les « autorités médicales » sont sur la brèche : sans attendre les résultats de cette autopsie, le professeur Anglo Corti, directeur de la maternité où a eu lieu l'accouchement, a déclaré que cette mort n'avait rien à voir avec la dioxine. Selon lui, le bébé a succombé à une intoxication provenant des reins (œdèmes néphrétique) qui se présente parfois chez les femmes enceintes. Il a même ajouté que la mère, Mme Antonella Pacella, ne provenait pas de la zone A (la plus contaminée et évacuée), mais de Bovisio, bourgade située à la lisière des zones déclarées dangereuses par les autorités.

Le même jour à Bâle, les responsables de Givaudan - SA donnaient enfin une conférence de presse. Le PDG du groupe lui-même, M. Alfred Jann, a exprimé les « profonds

regrets de Hoffman La Roche » devant ce qui s'est produit. On est réconforté ! On l'est encore plus quand le directeur de Givaudan, M. Guy Waldvogel, explique que le groupe était conscient avant même la construction de l'usine à Seveso des risques d'apparition de produits secondaires (!) toxiques dans une unité de production du trichlorophénol. « Mais jamais notre entreprise, a ajouté M. Waldvogel, n'a vraiment imaginé qu'une catastrophe pareille pourrait survenir ». La main sur le cœur, M. Waldvogel a expliqué que la direction a écarté l'hypothèse d'un sabotage : on assume ses responsabilités jusqu'au bout.

Pour éviter des questions gênantes, M. Guy Waldvogel a expliqué que « l'accident de Seveso était le premier de cette importance » ; « c'est pourquoi, a-t-il ajouté, il n'avait pas été préparé de plan de catastrophe avec les autorités locales ». Il a précisé cependant que des dispositions avaient été prévues par le Comité de sécurité de l'usine et les pompiers de l'entreprise. C'est sans doute pour cela qu'on apprenait jeudi l'arrestation d'un troisième dirigeant d'ICMESA (deux l'avaient été peu après la catastrophe du 10 juillet) ; il s'agit du directeur technique de l'usine,

l'ingénieur Giovanni Radice, il a été inculpé de « désastre par imprudence » et de délit d'« omission de mesures contre les accidents du travail ».

Enfin, M. Alfred Jann a pris l'engagement de « mettre en œuvre tous les moyens matériels et financiers possibles », déclarant que sa firme s'occuperait de la santé des populations affectées, des pertes subies par les agriculteurs, du logement des personnes évacuées, de la neutralisation de la substance toxique dans toute la région et du dédommagement des entreprises voisines touchées par la pollution.

On espère que ces engagements auront plus d'efficacité que les plans du Comité de sécurité de l'usine ICMESA. Une enquête prévoit que 3200 entreprises artisanales seront touchées et 25 000 travailleurs mis au chômage.

Victorio Rivolta, responsable de la santé pour la région lombarde, a énuméré les mesures que les « autorités » envisageaient de prendre au cours des prochains jours :

— Dans la zone B (205 hectares, la moins contaminée), toute la végétation sera arrachée ; le terrain sera traité avec des produits chimiques (!). Il sera procédé à des analyses sur les murs d'habitations pour y déceler d'éventuelles traces de dioxine ;

— Dans la zone A (115 hectares, la plus contaminée), la végétation sera aussi arrachée et incinérée. Pour mener à bien la décontamination, la zone sera abandonnée à elle-même pendant quelques années... Le temps que la concentration en dioxine diminue. Après quoi, et dans cette zone seulement (!), toutes les installations et habitations devront être détruites et incinérées à leur tour à une température comprise entre 800 et 1200 degrés.

Autrement dit, la zone A risque d'être définitivement inhabitable ; si elle ne l'est que pour quelques années, elle aura été de toute façon transformée en désert pour être décontaminée. On comprend mieux pourquoi les professeurs Aldo Cimmino et Augusto Giovanardi ont ajouté : « Il ne faut pas donner d'inutiles espérances à la population de la zone A... Car, si l'on a prévu de détruire ICMESA, on ne connaît pas de moyens de la détruire sans danger ». Le plus dramatique, c'est la remarque finale de ces deux professeurs, remarque qui ramène à ses justes proportions les assurances de Vittorio Rivolta : « Il nous faudra encore des mois, peut-être des années, pour comprendre à fond la situation et pour réussir à décontaminer complètement la zone ».



Dans la région de Seveso : aujourd'hui les animaux, demain les hommes ?

## PORTUGAL

# SPINOLA LIBERE

### ● le meeting de la LCI est interdit

Comme on pouvait s'y attendre, l'ex-général Spinola ne sera pas resté longtemps à la prison du fort de Caxias. Un communiqué signé de la main du président Eanes, signé à titre de chef d'Etat major des Forces armées, annonçait aux premières heures de la matinée de jeudi la libération du « citoyen Spinola ». Ce dernier aurait, selon les termes du communiqué, retrouvé son entière liberté de déplacement et de résidence étant donné « l'absence d'indices suffisants de culpabilité en relation avec le coup contre-révolutionnaire du 11 mars ». Cependant, il pèse sur lui des « soupçons fondés de responsabilités découlant de sa participation aux activités criminelles du MDLP (Mouvement démocratique de libération du Portugal) et d'une éventuelle tentative d'acquisition d'armes de guerre à des fins illicites ».

Alors que Spinola est si facilement libéré, le meeting de protestation contre son retour, appelé mercredi soir par la LCI a été interdit par les autorités. La LCI avec l'ensemble de l'extrême-gauche manifesterait cet après-midi contre le retour du monarque.

Le débat à l'Assemblée sur le programme du gouvernement s'est terminé mercredi soir. Comme aucune motion de censure n'a été présentée, le programme de Mario Soares a été accepté. En effet, les

principaux partis de la bourgeoisie, le CDS et le PPD, soulignent que le programme s'inspire en bonne partie de leurs propres idées et le PCP, malgré un discours sévère à l'égard du gouvernement, ne désire pas faire « d'opposition systématique ». Seul le député de l'UDP (Union démocratique populaire) a manifesté une franche hostilité au programme du gouvernement et a souligné l'importance de la libération des agents de la PIDE et des attentats à la bombe en affirmant que la politique du PS « pourrait ouvrir la porte au fascisme », mais il s'est vu retirer la parole par le président de l'Assemblée.

Après la réunion du Conseil de la révolution mercredi, celui-ci a tenu une conférence de presse jeudi matin annonçant d'importants changements en son sein et au niveau du commandement des régions militaires. Au cours de cette conférence de presse, la première de son histoire, il a été précisé que les conseillers occupant des fonctions militaires devraient choisir entre celles-ci et leur maintien au sein du conseil. Ainsi, deux membres du conseil, appartenant à son aile droite, ont décidé de garder leur commandement militaire alors que trois autres conseillers, membres du « groupe des neuf » de Melo Antunes, ont renoncé à leurs postes militaires.

## AFRIQUE DU SUD

# UN CLIMAT INSURRECTIONNEL

Les manifestations ont commencé dans les écoles de Langa où les étudiants ont tenu des meetings mercredi matin et sont partis en manifestation dans la ville, une manifestation qu'ils voulaient pacifique et qui regroupa rapidement plusieurs milliers de personnes.

Les forces de police très nombreuses, protégées par des engins blindés, sont intervenues très brutalement contre les manifestants, tout au cours de l'après-midi et de la nuit de mercredi. Les mobilisations ont atteint les deux autres quartiers noirs de la ville où les manifestants ont incendié les bâtiments officiels. Les policiers ont utilisé des armes automatiques contre les manifestants et tôt jeudi matin on comptait déjà 17 morts. Les jeunes noirs se sont regroupés dans la journée de jeudi et se sont de nouveau affrontés aux policiers qui faisaient des opérations « de nettoyage » dans les faubourgs noirs. Le chiffre officiel des victimes était de 36 morts en début d'après-midi et l'on peut craindre qu'il ne grossisse encore.

Les manifestants qui, il y a quelques semaines, protestaient surtout contre l'interdiction de l'enseignement obligatoire de l'afrikander, s'attaquent dorénavant de plus en plus radicalement aux conditions d'existence qui sont imposées à la population noire du pays.

Cette radicalisation des objectifs de mobilisations laisse donc envisager qu'elles se poursuivront et s'étendront. Contrairement à ce qui s'était passé au lendemain du massacre de Sharpeville en 1960, la police n'arrive pas à mater les manifestants, bien qu'elle dispose de forces et de moyens bien plus considérables. La bourgeoisie blanche d'Afrique du Sud voit avec angoisse s'accroître le climat insurrectionnel dans le pays, d'autant plus que depuis les dernières manifestations on a vu le taux d'absentéisme dans les usines passer de 10 à 75 % !

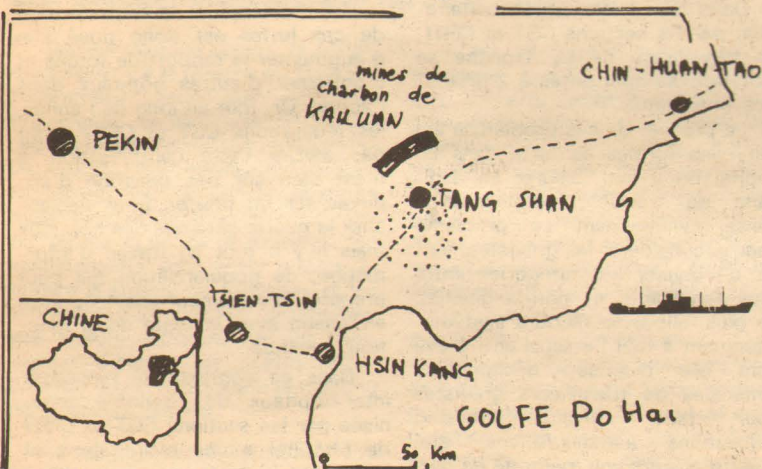
Et les jeunes générations noires (à Soweto 42 % de la population a moins de 20 ans) ne semblent pas vouloir se résigner à subir l'oppression que leur impose la minorité raciste au pouvoir.



## CHINE

### CONSEQUENCES D'UN SEISME

- Des dégâts considérables
- Le V<sup>o</sup> plan quinquennal remis en cause ?
- « La lutte entre les lignes » s'exacerbe



Suite de la première page

Mais Tangshan possédait aussi une des plus grandes cimenteries du pays, qui va cruellement faire défaut pour la reconstruction des bâtiments, des usines de construction de machines électriques, de locomotives ainsi qu'une aciérie de taille moyenne. De plus, l'unique voie de chemin de fer reliant Pékin à Shenyang, aux centres industriels du nord-est (Liaoning et Kirin) ainsi qu'aux plaines à blé du nord de la Chine, passe par la zone de Tangshan.

Mais Tangshan n'a pas été la seule ville touchée. Hsinking, le deuxième port du pays, qui ravitaillait Pékin et Tientsin semble avoir subi d'importants dommages. Le port Chinhuangtao situé aussi dans la zone du séisme, n'a pas été mentionné dans les informations communiquées par les autorités, comme ayant subi des destructions. Néanmoins le pipe-line dont ce port est le terminus a probablement été touché par le séisme. Il amène le pétrole des grands champs pétrolifères de Taching, à 1000km de là jusqu'au port d'où il est ensuite exporté vers le Japon et l'Asie du Sud-est. Enfin la ville de Tientsin, concentrant des industries textiles, alimentaires, ainsi que des industries de pointe dans les secteurs de l'électronique et de la chimie, a subi des destructions importantes.

#### Le V<sup>o</sup> plan quinquennal remis en cause ?

Il s'agit donc de reconstruire, mais comment ? Faut-il privilégier la reconstruction des habitations de plusieurs millions de personnes ou les installations industrielles ? Parmi celles-ci, lesquelles doivent bénéficier de priorité ? Doit-on profiter de la reconstruction pour moderniser certains secteurs ? Comment combler le manque temporaire de matières premières ? Doit-on en importer de l'étranger ? Doit-on utiliser la technologie étrangère ou « compter sur ses propres forces ».

Doit-on faire appel massivement aux autres régions, y compris en faisant venir des travailleurs ou mobiliser essentiellement les travailleurs de la région touchée ? L'éditorial indique d'ailleurs qu'un des principaux points de litige se trouve dans le degré de confiance qu'il est nécessaire d'avoir dans les masses

et le travail collectif qu'elles peuvent produire ainsi que dans leur « sagesse », par opposition aux procédés purement matériels et sans doute à la place des « spécialistes ».

On retrouve les divergences apparues au moment de la discussion du V<sup>o</sup> plan quinquennal, adopté grâce aux efforts de Chou

En-Lai, avant sa mort. Mais plus fondamentalement, ce sont les objectifs même du V<sup>o</sup> plan qui vont devoir être révisés. Et ce n'est pas une mince affaire si l'on se souvient que c'est la discussion sur les moyens de réaliser ce plan qui avait provoqué la « scission » du comité central (selon le « Quotidien du Peuple ») après la mort de Chou En Lai - comité central qui ne semble d'ailleurs pas s'être réuni depuis.

Le V<sup>o</sup> plan quinquennal prévoit un taux de croissance de l'économie de 15 % par an, contrairement aux 7,5% réalisés les cinq années précédentes. Il s'agit donc d'un plan extrêmement ambitieux, nécessitant une mobilisation sans précédent des travailleurs chinois ainsi qu'une baisse de la croissance de la consommation des masses. Le taux prévu aurait pu être rempli dans le secteur de l'industrie (avant le séisme) mais certainement pas dans le secteur agricole qui n'a connu qu'une croissance de 3 à 4% en 1974.

La révision du plan doit donc s'opérer en baisse, d'autant plus que les trois derniers mois sont loin d'avoir apporté de très bons résultats pour l'économie chinoise, contrairement à l'année précédente. Les communiqués annonçant le dépassement des objectifs du plan se sont fait très rares dans la presse.

Un des facteurs de ce recul peut être trouvé dans l'exacerbation de la lutte de fraction au sein de la direction du parti et de l'état chinois. Cette lutte, apparue au grand jour depuis le début de l'année, n'a pas pour l'instant permis la victoire de l'une des deux fractions. Elle désorientait une grande partie des cadres, petits ou moyens qui attendent de voir dans quel sens tourne le vent pour se décider. Elle les conduit à la plus grande réserve quand à l'application de la « ligne » et même de certaines décisions lorsqu'elles ne sont contestées par l'une des fractions. Il ne s'agit pas d'être dénoncé demain comme droitier ou ultragauchiste lorsque la ligne changera. Cette quasi paralysie, ce manque total d'initiative d'un certain nombre de cadres - pas de tous naturellement - a des conséquences fâcheuses sur la production et elle affaiblit la direction qui a de plus en plus de mal à faire passer ses décisions dans les faits.

L'ensemble de ces éléments rend possible une offensive des partisans de Teng profitant du choc causé par le tremblement de terre et contestant la capacité de la direction maoïste à appliquer le plan ou, du moins à réorienter positivement. Il s'agit donc d'un nouvel épisode de la lutte entre les deux fractions dans une période difficile pour les masses chinoises.

Frédéric Carlier

## LIBAN

### VERS UN SEPTEMBRE NOIR ?

Les combats se poursuivent toujours au Liban sur tous les fronts.

On annonce la chute du camp de Tall el Zaatar où la situation des défenseurs devenait de plus en plus critique durant les derniers jours. Le camp depuis quelques jours était l'objet d'une vaste offensive des forces de la droite soutenues par les troupes syriennes.

Sur le plan militaire, le soutien des troupes syriennes s'est avéré décisif pour toute l'offensive menée par la droite. Sur le front de Tall el Zaatar, les troupes syriennes empêchaient toute percée des positions de la droite, assiéger le camp par les forces communes de la gauche et de la résistance palestinienne du côté de la montagne (Monte Verdi. cf. carte).

De même, on apprend que le colonel syrien Ali al Madani supervisait l'attaque contre Tall el Zaatar.

Tripoli, principale ville du nord contrôlée par la gauche libanaise et la résistance palestinienne, de même que les camps palestiniens au nord de cette ville sont toujours exposés aux obus des troupes syriennes et de la droite.

Tripoli subit le même sort que Beyrouth et les autres villes contrôlées par les progressistes, à savoir : le blocus total imposé par les troupes syriennes et la droite.

De même au sud, les troupes syriennes bombardent constamment les positions de la gauche et la résistance. Les deux ports de Saïda et de Tyr sont maintenant hors d'usage après les raids de la marine israélienne qui impose ainsi le blocus.

Cette fois-ci les accords de cessez-le-feu paraissent de plus en plus en tant que manœuvres, de la part du régime de Damas, qui lui permettent de faire d'une pierre deux coups. En négociant le régime syrien fait semblant de faire preuve de bonnes intentions d'arrêter les combats au Liban ; mais il justifie son intervention au Liban par l'échec de ces accords dont l'unique responsable est pratiquement la droite libanaise qui n'arrête toujours pas son offensive.

Les accords de cessez-le-feu permettent aux régimes arabes de faire semblant de faire leur possible pour l'arrêt du massacre du peuple palestinien au Liban.

En bref, on assiste à une escalade militaire généralisée de la part de la droite libanaise et des troupes du régime d'Assad ; et les régimes arabes n'en sont que complices.

Le Liban, c'est le tournant : on assiste à une liquidation du mouvement de la gauche libanaise et de la résistance palestinienne ; un génocide d'un peuple approuvé tacite-

ment par les régimes arabes qui n'accordent qu'un soutien verbal et leur permet de sauver la face vis à vis des masses arabes.

Mais ces faits n'ont toujours rien évoqué à la direction de la résistance palestinienne et à son leader Yasser Arafat qui a adressé à nouveau un message urgent aux chefs d'Etats arabes, où il attire l'attention des dirigeants arabes sur le « complot multipartite grave » contre le peuple palestinien.

Ce message n'est pas le premier et malheureusement ne sera pas le dernier pour une direction qui n'a plus le choix à faire entre une ligne révolutionnaire qui vise le mouvement des masses arabes et le fric des régimes arabes pour soi-disant renforcer « l'appareil de la révolution » sur un terrain qui s'effondre sous leurs pieds.

Le rêve d'un septembre noir à la jordanienne avec cette fois-ci l'aide de l'armée syrienne n'est plus du domaine de l'utopie.

● « L'organisation des révolutionnaires syriens » revendique jeudi la responsabilité de trois attentats à la bombe qui auraient eu lieu à Damas le 5 août.

Cette organisation se manifeste pour la première fois dans un communiqué publié jeudi à Beyrouth.

## GRECE TURQUIE

### LA PARTIE DE POKER SE TERMINE A L'ONU

- « Un nouveau conflit serait une catastrophe pour la Grèce et la Turquie, et un malheur pour l'OTAN » déclare Kissinger

« Il faudra faire en sorte que les deux pays parviennent à une solution équitable », a déclaré hier à La Haye, Henri Kissinger. Dans un contexte où les sentiments nationalistes sont chauffés à blanc, l'affaire s'annonce difficile.

Acquises en pleine guerre froide, les îles de la Mer Egée - dont certaines sont à moins de 15 km des côtes turques - délimitent, pour les grecs, leurs eaux territoriales, soit 35% environ contre 9% pour la Turquie. Avec les îles des Cyclades, au sud, le risque est grand pour les turcs de perdre définitivement toute possibilité d'accès en Mer Egée si la Grèce décide d'étendre à douze milles marins les eaux territoriales actuelle autour de ses îles. Or, sans que la Turquie l'ait signée, la Convention de Genève en 58 entérina la question et tout alla pour le mieux... jusqu'au jour où l'on découvrit d'importants gisements de pétrole !

Le 23 juin au matin, le navire de recherche géophysique MTA Sismik I franchissait le Bosphore dans le vacarme des sirènes. Le 28 juillet, il commençait ses recherches aux abords de la limite des eaux territoriales de la Grèce continentale, « respectant celle des îles grecques » comme le déclarait le ministre turc à l'époque, mais, se situant de fait dans la zone qui fait l'objet du litige.

Le 29, la flotte grecque est mise en état d'alerte. Le 30, la Turquie suspend toutes les permissions pour ses Forces armées. Le 2 août, un navire océanographique de la marine de guerre grecque, le Nautilus, appareille pour le nord de la Mer Egée, zone de recherche du MTA Sismik I. Le 7 août, Athènes adresse une première note de protestation au gouvernement turc. Le 9 août, Athènes saisit le conseil de sécurité de l'ONU et demande à la Cour internationale de La Haye de se prononcer sur le litige.

Le 11, on apprenait de source non-officielle, que les Forces armées grecques étaient mises en état d'alerte.

Bluff ou réalité ? Un peu des deux sans doute. Car ces petits jeux comportent leur logique, qui peut entraîner parfois les adversaires au delà des limites prévues. D'autant que ces mises au pied du mur alimentent un nationalisme exacerbé de part et d'autre. Si il y a donc bien de l'apprenti sorcier dans l'attitude des deux partenaires, des différences importantes existent néanmoins. En optant pour une attitude de fermeté provocante, les turcs espéraient sans doute voir se débloquer une situation gelée depuis plusieurs mois.

La première tentative d'arbitrage internationale par la Cour de La Haye avait échoué au bout de deux réunions préparatoires. Depuis lors, les grecs rejetant la responsabilité de l'échec sur la Turquie, ne semblaient pas pressés de voir se rediscuter la question.

Le gouvernement Démirel, sous les pressions intérieures de l'armée et de la droite, décidait de forcer la main au gouvernement grec par une politique de fait accompli. Les risques pris semblaient calculés. L'annonce de l'ouverture cet après-midi des discussions au Conseil de sécurité ne peut qu'avoir confirmé Ankara dans cette idée.

Pour Karamanlis, les choses étaient autrement plus délicates. L'attitude des turcs ne lui permettait pas d'autre issue que le durcissement. Tout en faisant semblant de donner satisfaction sur ce plan, par des déclarations de fermeté menaçantes, il tentait d'obtenir au plus vite un arbitrage international. Cette course de vitesse, qu'il semble avoir gagnée aujourd'hui, risquait en cas d'échec de le placer dans une position délicate. Face aux pressions de secteurs de l'armée et surtout à la campagne de l'ensemble des partis politiques qui appelaient dans une belle unanimité à « bouffer du Turc », le temps lui était compté.

Les appels à la modération faits par l'OTAN et les Etats Unis traduisaient leur inquiétude devant une situation au devenir incertain. Certes, ils auraient eu les moyens de mettre rapidement un terme à d'éventuels affrontements. Mais les retombées d'une escarmouche militaire, si brève soit-elle, seraient catastrophiques pour la politique de stabilisation impérialiste en Méditerranée. La redéfinition d'une nouvelle stratégie doit prendre appui sur un jeu complet de pions.

La Grèce, ne représente pas aujourd'hui un élément central de cette stratégie. Cependant, la brèche que des tensions gréco-turques ne manqueraient pas d'élargir dans les flancs de l'OTAN, constituerait sans aucun doute un important facteur de déséquilibre.

T. Nikos



## EN SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS POLONAIS

Deux mois après les manifestations contre les augmentations des prix en Pologne, la répression n'est pas encore terminée. Le journal *Zycie Warszawy* annonce que 14 ouvriers passent actuellement en procès pour leur participation aux « émeutes » : 8 à Pruszkow, 6 à Radom. Les uns et les autres sont accusés de vol, participations à des émeutes, atteintes à la propriété sociale, etc... La presse les présente comme des hooligans, parasites sociaux et autres ivrognes. Tous risquent au maximum 10 ans de prison.

Mais les travailleurs français ne l'entendent pas de cette oreille. À l'initiative de militants syndicaux du centre de tri PTT de Paris-St Lazare, la pétition suivante a été signée par 90 travailleurs des postes apportant leur solidarité aux travailleurs polonais en lutte. Après l'appel de Kuron au PCI, puis celui de treize intellectuels polonais, demandant au mouvement ouvrier de ne pas laisser s'abattre sans réponse la répression sur les travailleurs de Pologne, cette pétition est, à notre connaissance, la première en France.

Elle a été transmise aux organismes dirigeants

des syndicats ainsi qu'à la presse et à l'ambassade de Pologne.

« Plusieurs milliers d'arrestations, au moins mille incarcérations dans l'ensemble du pays, des milliers de travailleurs sanctionnés, rétrogradés avec diminution de salaire, des centaines de blessés à des degrés divers, des procès en cascade... Tel est le bilan de la vague de répression engagée par la bureaucratie en Pologne contre le mouvement ouvrier, après les grèves du vendredi 25 juin.

« Le mouvement ouvrier français ne peut rester silencieux devant de tels faits qui ne peuvent que profiter à la propagande anti-ouvrière de la bourgeoisie internationale.

« Les travailleurs postiers de Paris Tri St Lazare, militants CGT, CFDT et FO apportent leur solidarité aux travailleurs polonais en lutte pour l'obtention de leurs revendications, condamnent les mesures policières prises par le gouvernement, demandent la levée immédiate de toutes les sanctions prises depuis le 25 juin contre les travailleurs polonais.

## Après Bigeard, Saunier-Seité...

On a perdu Bigeard, il nous reste Saunier-Seité : je ne suis pas là « pour mater des adolescents prolongés, mais pour les aider à devenir des hommes responsables ». Allez les p'tits gars, vous allez en bavardage à la rentrée : « le désordre, c'est le contraire de la liberté ».

Puis, de toutes façons, pour S-S, tout ce qu'il y a eu avant elle, c'est de la frime : « on a rien contrôlé, on a laissé aller les choses ». Vingt-dieu, je vais vous changer tout ça ! Il est vrai que du SNESup au ministère, il y a un bout de chemin et que la dame ne veut pas s'arrêter là.

Haby met en coupe réglée les centres de recherche et de documentation pédagogique ; les syndicats dénoncent le démantèlement et le renforcement du « contrôle et de la censure » qui vise à « museler la recherche pédagogique ». Comme en plus, on apprend que le budget d'équipement de l'Education va perdre 25 % et que 8000 postes vont être supprimés en deux ans aux concours du secondaire (2900 PEGC, 3200 IPES-élèves professeurs, et 1000 au CAPES), on se demande si les vacances seront assez longues pour qu'ils aient le temps de faire encore d'autres mauvais coups.

## Fraude fiscale et régleme nt de comptes à la Direction des Impôts

Le professeur Judet a été condamné avec son frère à un an de prison (avec sursis) pour avoir dissimulé au fisc 300 millions de centimes de bénéficiaires ; il vient d'être radié du corps des professeurs de médecine, et ainsi atteint par la limite d'âge, de ses fonctions de chef de service à l'hôpital de Garches. M. Blache, inspecteur des impôts, quant à lui, invité au « petit rapporteur », l'émission de Jacques Martin du dimanche, il n'a pas mâché ses mots sur le fonctionnement de sa maison : la Direction Générale des Impôts. Nous publions ici la réaction du Syndicat National des Impôts CFDT.

### COMMUNIQUE DE LA CFDT

Les sanctions qui frappent le professeur Judet, sont largement étalées devant l'opinion publique pour illustrer la volonté gouvernementale de combattre la grande fraude fiscale.

Cet état de fait conduit le Syndicat National des Impôts CFDT à dénoncer une fois de plus (...) l'utilisation du contrôle fiscal à des fins politiques (...).

Il serait abusif de déduire de ce cas individuel (Judet) une volonté généralisée de traiter de la même façon tous les gros fraudeurs. N'existe-il pas quelques autres dossiers techniquement aussi solides, (...) actuellement enterrés au niveau de la Direction Générale ou du ministère des finances ?

Ces dossiers seront-ils utilisés au gré de la conjoncture politique ? Seront-ils oubliés définitivement ? Ne constituent-ils pas déjà des moyens de pression importants sur certaines personnalités ou sur certains intérêts ?

Mais il faut savoir qu'à la

DGI la chasse aux sorcières est ouverte à l'encontre de tous ceux qui prétendent lever un coin du voile (...). Le cas de M. Blache est significatif. Il est traduit en Conseil de Discipline (en plein milieu du mois d'août, donc à la sauvette!) (...). L'on reproche à M. Blache d'avoir dit dans une émission à grande diffusion ce que pense la quasi-totalité des agents de la DGI (...).

En fait, là encore, le gouvernement par l'intermédiaire de M. Fourcade règle un compte politique (M. Blache ayant présenté sa candidature aux dernières élections cantonales contre le candidat de la majorité).

Il est clair que le gouvernement cherche à utiliser l'administration à des fins partisans et à restreindre le droit d'expression des fonctionnaires. Le précédent de l'affaire Ceccaldi tend à nous faire croire qu'il s'agit malheureusement d'un processus qui se généralise.

Syndicat National des Impôts CFDT

## Crimes

## Pesquet, Marcovic et les autres...

Plein mois d'août, peu d'activités politiques, pas de déclarations fracassantes, pas de grosses calamités naturelles... Heureusement il y a les crimes, les agressions, les cambriolages. Depuis une semaine nos téléspectateurs ne chantent quasiment que cette musique. Du sang à chaque dépêche, du plomb à toutes les lignes. La France, Ponia n'arrête pas de le dire, c'est presque comme le Chicago de la prohibition. Les nouvelles que diffuse l'AFP semblent lui donner raison.

Tenez, quelques exemples en vrac. Mercredi, trois individus sont appréhendés à Martigues, coupables d'extorsion de fonds à main armée. Le même jour à Courbevoie un employé des postes tire sur trois hommes qui tentaient de lui faire sa caisse. Il en tue un, en blesse un autre, et met le troisième en fuite. Lui est indemne. C'est pas tout, car à La Rochelle on a mis la main sur un important stock d'armes, à Lurs le cadavre d'une femme n'est toujours pas identifié tandis que ses assassins présumés ont fait des aveux complets, à Bruxelles enfin, juste à côté, Uros Milicevic, est découvert assassiné.

Juste le temps de respirer et on est déjà jeudi. Ce jour là on arrête dans les couloirs du métro

deux jeunes gens armés de barres de fer et de crans d'arrêt, un quadragénaire est découvert mort sur le trottoir, poignardé, un restaurateur de Nice est abattu victime, semble-t-il, d'un règlement de compte du « milieu ». Pendant ce temps l'enquête sur le triple crime du boulevard Marx-Dormoy continue, sans piste sérieuse.

Et puis, au-dessus de tout cela, la « grosse » affaire, celle qui monte à la une : l'affaire Pesquet. Landru, Weidmann, Petiot sont ses cousins. C'est en tout cas comme cela qu'on le présente dans la « grande » presse. Qu'en dire, sinon que l'on ne craint qu'une chose, c'est que Ponia en profite, Pesquet étant récidiviste, pour élever encore la barre de sa démagogie et réclamer des peines plus dures. Une affaire comme celle-là, voilà qui justifie à postériori toutes les exécutions.

Finalement le crime c'est comme certaines de ces activités saisonnières qu'on pratique toute l'année mais dont on parle surtout durant l'été. Ici à « Rouge » on est encore trop jeune pour savoir si c'est une loi rigoureuse ou si c'est la campagne sur la sécurité qui veut ça. On verra bien l'année prochaine. Mais d'ores et déjà on ne m'y repren-

dra pas. J'ai voulu étaler mes vacances et partir en juin. L'année prochaine, c'est décidé, je pars en août. J'aurai moins l'impression de vivre au milieu de l'insécurité.

G.M

### Cocoricouac

Heureusement qu'il y a l'affaire Pesquet-Landru, Kissinger passera sous la table ; on commençait à en avoir marre de tout ce foin sur Chirac, le Pakistan et nos « marchés » ; la presse s'étrangle de l'ingérence US : elle ne vous a jamais expliqué que tout le programme de centrales nucléaires en France est un programme US, celui de Westinghouse, que la France ne cesse de vendre des centrales (pour l'armement) à l'Iran, à l'Afrique du Sud ; elle ne vous a jamais dit que la plupart des entreprises françaises ne sont que des filiales multinationales, que Péchiney passe des contrats juteux aux USA pour la production du zirconium (pour le nucléaire). Moins fort les cocoricous !

A.Rochal

## Grenoble

## RENCONTRE DES HOSPITALIERS

Les travailleurs de l'hôpital de La Tronche (agents du secteur hospitalier et agents des services intérieurs) sont en grève depuis plusieurs maintenant. Ayant obtenu quelques avantages locaux, ils continuent la lutte sur des revendications concernant tous les travailleurs hospitaliers : 2 000 F pour tous, 13 heures supplémentaires.

Dans leur lutte menée unitairement par les sections CGT et CFDT, les travailleurs de La Tronche se sont trouvés confrontés à 2 problèmes importants.

Le premier de ces problèmes est celui des formes de lutte dans un hôpital où il faut assurer un minimum de travail. L'administration utilise cyniquement ce problème pour déconsidérer les grévistes, tenter de diviser les catégories entre elles (soignants et non-soignants). De plus, elle a eu recours systématiquement à tout l'arsenal anti-grève dont elle dispose : désignations nominales de travailleurs grévistes pour faire certains travaux, réquisitions administratives, etc. C'est d'ailleurs une méthode de plus en plus fréquente des directions d'hôpitaux sur conseil de la Préfecture (ainsi, lors de la grève de juin des Hospices civils de Lyon). Gageons que la circulaire Chirac (publiée par *Rouge*) va encore étendre cette pratique.

Le deuxième problème est celui de l'isolement et de la coordination des luttes.

De multiples grèves ont eu lieu cette année dans les hôpitaux, dont certaines assez longues : HCL de Lyon, Thuir, Limoux, Assistance publique, centres anti-cancéreux, hôpital américain de Neuilly, Rennes, Nantes, Armentières, Morlaix, Caen... Ces luttes se mènent pour la plupart sur les mêmes revendications : 13 heures supplémentaires, 2 000 F, le statut, les effectifs. Elles se sont toutes heurtées à l'intransigeance du pouvoir et peu de choses ont été obtenues et surtout bien sûr peu sur les revendications nationales.

Le problème de la centralisation de ces luttes est donc posé afin d'augmenter le rapport de forces et d'entraîner d'autres hôpitaux dans l'action. Or, tout au long de l'année, les fédérations CGT et CFDT n'ont pas assuré cette centralisation. Il n'est bien sûr pas question d'appuyer sur un bouton pour déclencher la guerre générale des hôpitaux mais il y a tout un travail d'information, de popularisation qui peut préparer unitairement une telle lutte en liaison avec le reste de la fonction publique.

Dans ce contexte, la rencontre inter-hôpitaux de Grenoble organisée par les sections CGT et CFDT de l'hôpital a une place claire et limitée.

Il s'agit d'abord d'un échange d'expériences sur les problèmes rencontrés dans les luttes : formes de lutte, popularisation, grève active, réquisitions...

Mais les militants réunis se posent aussi certainement la question du débat syndical sur la centralisation des luttes ; il ne s'agit donc pas de prendre des décisions ou de lancer des appels mais de réfléchir sur la nécessité de luttes coordonnées, centralisées, et au premier chef par les fédérations syndicales. C'est pourquoi on peut regretter le refus de participation de la fédération CGT. C'est pourquoi, également, dans le cadre de la réunion de ces sections d'hôpitaux en lutte, organisée par la CFDT en septembre, nous pensons qu'il y a aujourd'hui place pour une réunion nationale unitaire CGT-CFDT de délégués d'hôpitaux pour préparer une action généralisée.



## SNIAS

# MANOEUVRES AEROSPATIALES

La presse de droite va en remplir ses colonnes. Regardez vont-ils dire: « Il y a des problèmes à la S.N.I.A.S. ( Société nationale d'industrie aérospatiale ), bien sûr, mais le gouvernement s'en préoccupe. D'ailleurs un marché vient de s'ouvrir pour la construction d'un nouvel avion: le Mercure 200 ». Cet accord entre les firmes Douglas-Mac Donnel, Dassault et la SNIAS serait un accord de coopération et non de sous-traitance. Tiens! pourquoi fait-on la différence?

Depuis quelque temps, la SNIAS dépérissait ( à la mesure où Dassault prospérait ). Face aux difficultés financières, la direction réagit par des licenciements. Les travailleurs de Déols, les premiers touchés menèrent une grève de plusieurs mois avec occupation et furent expulsés par la police le 30 juillet. 150 licenciements sont aussi prévus au bureau d'études de Suresnes et les syndicats CGT et CFDT entamèrent une riposte nationale par une campagne d'action et d'information dont le point fort a été le meeting de mercredi dernier.

Le général Mitterand, PDG de la SNIAS s'estimait récemment satisfait des commandes de Dassault pour le falcon 50. En effet, le marché sera « blanc » c'est-à-dire sans perte pour la SNIAS, mais, « à condition que les pouvoirs publics financent l'érosion monétaire ». Bigre! Quelle bonne affaire! Ou mieux encore, pour la fabrication des Mystère 20 et F 1 la SNIAS a reçu de Dassault 57 millions et en a dépensé...60.

On voit ici très bien l'intérêt de l'existence d'un secteur public pour l'industrie privée.

C'est pourquoi il n'est pas intéressant que la SNIAS périclète trop Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, précise que « 40% des charges de travail seront pour la SNIAS à Toulouse, 15% pour Douglas et 5% pour Dassault. Le reste... pour ceux qui voudront bien coopérer avec nous ». Il continue: « Dassault sera l'architecte du Mercure 200 mais ce sera la SNIAS qui portera la responsabilité industrielle de sa fabrication ». Quel grand cœur! Pour Dassault, pas trop de problèmes: le futur avion ne sera qu'un dérivé du Mercure actuel qu'il commercialise. Pour la SNIAS, il est à craindre qu'elle supporte quasi seule les aléas marché.

Maintenant, le problème reste posé: Ou cet accord « de principe » ne verra jamais le jour et alors ce n'est qu'une manœuvre du gouvernement pour casser le mouvement de riposte, pour redorer son blason en montrant qu'il se « préoccupe de l'emploi, ou bien le projet se réalise effectivement et les problèmes d'équilibre de l'Aérospatiale persisteront au profit des poches de M. Dassault, sans pour autant résoudre les problèmes d'emploi des travailleurs.

## GRIFFET-MARSEILLE

# LA FIN DU PLUS LONG CONFLIT ?



Voilà 23 mois, la société Griffet fermait ses portes. Pour les travailleurs, 23 mois d'occupation, de meetings, de délégations. L'industriel marseillais M. Génoyer vient de mettre un terme aux interrogations qui pesaient sur l'avenir de la boîte, en annonçant le redémarrage de l'usine pour le 1<sup>er</sup> septembre prochain. Lors de la mise en règlement judiciaire, l'usine occupait 400 ouvriers environ. Le redémarrage devrait se faire, dans une première phase, avec 50 ouvriers, l'effectif devant passer à 120 d'ici à la fin de 1977.

Ainsi, malgré le retrait du Ministère des Finances -M. Génoyer prend donc en charge les difficultés avec le concours bienveillant du Crédit Lyonnais. Les arrières pensées politiques ne sont pas loin. Génoyer, homme de la droite, préfère se présenter comme un « fervent régionaliste ». Il semble qu'il ait trouvé du côté de Deferre un allié complaisant puisque la municipalité de Marseille doit lui racheter, par l'intermédiaire d'une société mixte tous les locaux et le matériel dont il deviendra locataire.

Et Génoyer montre le bout de l'oreille quand il conclut finement « Griffet ne sera pas un nouveau LIP en Provence ».

## en lutte

### CHEIX EN RETZ LES MOUILLE DE RETOUR AUX BOIS DES MOINES

Les Mouillé, un moment disparus après leur expulsion, viennent de faire leur réapparition à Cheix en Retz. Ils se sont installés dans une caravane, non loin de leur ferme du Bois aux Moines et comptent recommencer à travailler le peu de terre qui leur reste (5 à 6 hectares). Le bétail est installé dans une des parcelles avec une installation provisoire pour la traite. Le branchement électrique est toujours refusé par l'EDF sous pression du préfet. La FDSEA, les Paysans Travailleurs, l'UL-CFDT de Machecoul et le MRJC expliquent dans un communiqué commun: « Revenant habiter aujourd'hui au Bois aux Moines, les Mouillé entendent rester agriculteurs et dans l'immédiat, continuent l'exploitation des terres qui leur restent et l'entretien de leur troupeau en attendant que soient rétablis leurs droits de fermiers, d'agriculteurs et de travailleurs. »

Rhône Poulenc Textile: la direction de cette entreprise avait demandé à la direction départementale du Travail de l'Isère l'autorisation de licencier 421 travailleurs. La réponse est « oui, mais »: les licenciements sont autorisés pour les personnes dont la perte d'emploi sera compensée par des reclassements, une reconversion personnelle assimilée à un licenciement, des propositions de transfert d'emplois acceptables.

Syndicalisme Hebdo qui rapporte cette information, souligne qu'il s'agit donc de licenciements conditionnel. Mais les travailleurs de Péage de Roussillon, eux, refusent la liquidation de leur entreprise. Alors que Rhône Poulenc fournit 80 % de la production des fibres artificielles et synthétiques en France, on comprend mal la raison de cette liquidation. C'est pourtant simple, le trust RP a trouvé plus avantageux de concentrer ses activités dans des secteurs où les profits sont plus intéressants comme la pétrochimie, la pharmacie et les produits de synthèse à usage agricole.

LIP: Des billets de banque insolites. Voilà ce que penseront sans doute tous ceux qui vont trouver sur leurs billets le tampon « Lip Vivra »... depuis mercredi en effet les Lips tamponnent leurs billets avec un tel cachet, leurs billets, mais aussi leurs enveloppes, en tête de lettres etc... Ils mettent la dernière touche au jeu « chomeagopoly », et pour cela quoi de plus efficace que de l'essayer! ainsi le collectif, et d'autres équipes ont joué. D'autre part ils préparent l'assemblée générale du 17 août qui marquera la fin des vacances, mais déjà l'intersyndicale annonçait hier la remise en activité du service après vente et de la réparation. Ainsi sera repris l'assemblage de certaines pièces détachées, et les 26 centres techniques de réparation répartis en France seront donc approvisionnés.

## Après la fermeture de l'ex-usine Grandin L'emploi menacé en Seine St Denis

La CGT de Seine-Saint-Denis tenait hier une conférence de presse après l'annonce du dépôt de bilan d'Artelec, société qui avait repris les activités de Grandin. La CGT a souligné que cette triste nouvelle a sonné comme un coup de tonnerre, au moment où l'ensemble des ouvriers étaient en vacances et où l'avenir de la boîte semblait assuré: on venait d'apprendre la confirmation d'un marché de 35 000 postes avec la Régie Renault. D'après les premières informations recueillies par le syndicat, les difficultés actuelles proviendraient du blocage de la deuxième tranche d'aides financières qui avaient été promises par le gouvernement par le canal du FDES.

Devant ce « coup de force », la CGT exige l'annulation immédiate de la décision prise par le Conseil de surveillance de la société et se prépare à engager la bataille pour que Grandin continue à vivre. Les modalités de la riposte seront mises au point avec les travailleurs dès la rentrée de tout le monde, c'est à dire le 1<sup>er</sup> septembre.

Les travailleurs d'Artelec ne sont pas seuls à être menacés dans leur emploi. Sept entreprises - plus de 2 000 travailleurs - sont en lutte depuis de longs mois dans le département (Triton, 20 mois d'occupation, Ideal-Standard, Chaix entre autres) 64 entreprises menacent de licencier dès la rentrée. Parmi elles 34 s'apprennent à licencier 2 970 travailleurs, alors que déjà 28 000 personnes sont inscrites à l'ANPE. La CGT de la Seine-Saint-Denis envisage des « actions globales » à la rentrée. Pour l'instant des assemblées syndicales et la diffusion massive d'un tract sont les seules initiatives retenues.

## L'ETE A BOURGOGNE ELECTRONIQUE

### ● Le chef du personnel sable les licenciements au champagne et interdit « les libations dans les ateliers »

Le 15 mars les 1 700 travailleurs de Bourgogne Electronique à Dijon partaient en lutte contre leur patron. Le trust Thomson, contre la nouvelle grille de classification et pour 400 F pour tous. Après cinq semaines d'une lutte dure, les travailleurs sont rentrés et ont dû immédiatement engager la lutte pour la réintégration de 23 travailleurs, 23 otages choisis par la direction, pour la plupart des dirigeants syndicaux, principalement CFDT et aussi CGT. D'autre part les petits cadres, les jaunes, tous ceux qui avaient baissé la tête et s'étaient terrés chez eux pendant la grève ont cru venue l'heure de régler les comptes, et à la veille des vacances une nouvelle note de service était publiée...

Note de service du 27 juillet 1976: « La dernière heure du temps de travail le vendredi 30 juillet doit être consacrée au nettoyage des ateliers et des machines. Les libations et les casse-croûtes dans les ateliers sont interdits », et Malot chef du personnel est passé dans les ateliers pour contrôler.

Jamais on n'avait vu pareille note de service à la BE. Les autres années à la veille des vacances les gars arrosaient entre eux les départs en vacances dans les différents ateliers.

Ceci a poussé les travailleurs à le faire en cachette et/ou sous le contrôle des chefs d'équipe ou mieux encore à l'extérieur de l'usine devant l'entrée de la boîte avec le PCF qui offrait le « pot de vacances », ou alors avec ceux de l'atelier de la résistance qui pour mieux faire savoir à la direction et à Malot qu'ils sont contents de ne plus les revoir pendant un mois se sont installés le long du grillage qui entoure l'usine face au bâtiment de la direction.

Et pourtant Malot, lui, ne s'est pas gêné pour boire le champagne dans la soirée avec le directeur de la cantine. La veille du départ en vacances. Il faut dire qu'il a tout pour être satisfait: les 15 licenciements ne sont toujours pas réintégrés; le tribunal des Prud'hommes qui devait statuer sur leur sort a repoussé son jugement pour la troisième fois en septembre. Les 8 délégués licenciés puis réintégrés par l'inspection du travail attendent toujours le verdict de Durafour, la direction ayant fait appel auprès de lui.

Début juillet Malot licencie Madame Moussa, une femme de ménage, la mère d'une licenciée, alors qu'elle était en arrêt maladie. Malot lui reproche son absence injustifiée; et pourtant elle a envoyé son arrêt de travail et contrairement à ce que prévoit la loi, Madame Moussa n'a pas reçu une demande de justification 48 H après son arrêt de travail. Mais, Malot est au dessus de tout cela, et même si l'inspection du travail lui a signifié que l'application du règlement intérieur de la boîte ne permettait pas ce licenciement. Après

tout cela ne fera que la 16<sup>e</sup> ou la 17<sup>e</sup> fois que les travailleurs feront appel aux Prud'hommes depuis que Malot est là.

Lundi 26 juillet, Malot licencie deux autres travailleurs: une femme ayant 23 ans d'ancienneté et un intérimaire (2 ans en tant qu'intérimaire). Malot reproche à la travailleuse de n'avoir pas pointé le matin, soupçonne l'intérimaire de l'avoir fait pour elle.

Oui, Malot sème la terreur. Il veut la peau des travailleurs et travailleuses de BE. Il cherche le moindre prétexte aussi futile soit il pour licencier. C'est dans ce sens que l'on voyait ces derniers jours, cet ancien légionnaire faire ouvrir les coffres de voiture à 5 H du matin ou tourner très tôt dans la journée dans les couloirs des bâtiments. D'ailleurs, la direction ne s'est pas cachée pour le dire: Beauregard a dit à la réunion du CE du 26.7 qu'il avait trop de monde dans les ateliers. De plus l'atelier de la résistance devant arrêter de tourner avant la fin de l'année, c'est 60 personnes qui devront « quitter » la BE, pour être reclassées dans une autre boîte de la Thomson-CSF, elle-même en instance de liquidation.

Pendant ce temps, ce n'est pas la joie du côté de l'unité syndicale. Malot le sait et il agit en conséquence.

Après les dernières élections au CE, la CGT jouant sur le fait qu'elle a plus de sièges alors que globalement la CFDT a plus de voix (la CFDT est majoritaire au premier collège) a raflé toutes les responsabilités des commissions auprès du CE.

Le dernier débrayage du 21 juillet n'était appelé que par la CFDT; la CGT de la boîte étant introuvable. La collecte pour les 15 licenciés n'a été organisée fin juillet que par la CFDT. La CGT demandait comme préalable l'état des comptes de toutes les collectes faites dans et à l'extérieur de la boîte.

Nul doute à avoir, pour la réintégration des 23 il faudra reforcer l'unité qui a fait la force de ceux de BE et donner un sacré coup de collier à la rentrée.

Correspondant





## LES PIEDS DANS L'EAU

Vos vacances nous intéressent. Chroniques, anecdotes, solutions pas chères et recettes savoureuses sont accueillies dans nos colonnes. Plein feu sur la vie quotidienne estivale !

Décus d'avoir parcouru 700 kilomètres pour se voir notifier l'interdiction du festival d'Arles, nous allons aux Saintes-Maries de la mer pour finir notre week-end sur une bonne note.

On arrive le soir, croisant des gendarmes déboussés, en tenue d'été, fermant les yeux sur les roulettes qui ont quitté les casinos pour s'installer sur la place publique à la plus grande joie des cafetiers, commerçants ou autres marchands de vacances qui s'emplissent les poches sur la côte pendant les mois d'été.

Dimanche 10 heures du matin. Nous dormons sur la plage. Se croyant à l'assaut d'un djebel, une dizaine de gendarmes viennent de partout pour nous interpellier. On nous parque dans la cour de gendarmerie. Il y a au moins 20 ou 30 personnes ; toutes jeunes. Nous sommes fouillés. Ceux sur qui on trouve du hashish sont emmenés vers une destination inconnue ; une mineure en fugue est emmenée vers

## SAINTES MARIES PRIEZ POUR NOUS !



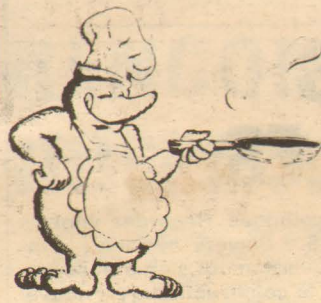
une autre direction tout aussi inconnue.

Les gendarmes cherchent à tout prix à nous humilier. Certains doivent balayer. On nous fait aligner contre le mur, dos collés à la paroi. L'un de nous qui demande s'il doit porter un bandeau sur les yeux est violemment entraîné dans les bureaux de la gendarmerie. Un gendarme hurle : « Mets toi à poil et fais nous des trapèzes ». Refus. On lui assène un coup de poing dans le ventre puis on le menace de l'envoyer au « gnouf » pour la nuit. On veut le faire balayer la gendarmerie. Nouveau refus. Les gendarmes ne semblent pas tous d'accord entre eux. Il accepte finalement de balayer contre la promesse qu'il sera relâché immédiatement après. Les gendarmes cèdent et nous pouvons repartir.

Demain, ils reprendront leur chasse...

Louissette, Bruno, André, Emmanuel.

## Recettes



## POULET AUX POIVRONS

On a trouvé cette recette dans « Le Clinton » du mois d'août 76. « Le Clinton » est un journal cevenol de contre information.

Il s'agit du poulet aux poivrons. Pour le faire, on prend un beau poulet découpé en morceaux, 2 poivrons verts et deux poivrons rouges, du sel, du poivre, de la farine, du vin blanc, un oignon, deux gousses d'ail, 4 tomates, du thym et du persil. Donc : pas besoin d'avoir un gros budget bouffe pour réunir tout ça.

On enfarine les morceaux de poulet, et on les fait dorer dans l'huile. On ajoute ensuite les oignons, l'ail, les poivrons et les tomates, et puis on mouille de vin blanc. Le tout doit cuire une quarantaine de minutes. On garnit de persil. Il ne reste plus qu'à se régaler.

## Femmes en Avignon

Avignon, clôture du festival (7 et 8 août), sur la place de l'Horloge une banderole du groupe femme de Montpellier qui tient un stand de ventes et de discussions : « pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes ».

Un attroupement compact se forme autour de la table. Emoustillés par le public en grande partie féminin, plusieurs hommes, plus intéressés par l'idée de s'imposer dans la discussion que par le désir de la faire progresser, commencent à rivaliser d'inepties : Figurez vous que notre infériorité est prouvée par celle des guenons ! Que les faibles femmes aiment être soumises et que c'est une attitude très noble ! Et comme on reprochait à l'auteur de cette pensée profonde de couper la parole à une femme derrière lui, il se justifie en criant : « mais c'est MA femme ! ». D'autres avec des regards irrésistibles passent de : « et vous, savez-vous faire la vaisselle ? » à « et toi, saurais-tu faire l'amour ? ». On apprend aussi que si les femmes ne trouvent pas de travail, c'est qu'elles ne sont pas rentables ! Réaction très vive de femmes qui travaillent et de l'assistance expliquant que la rentabilité on s'en fout, ça ne profite qu'aux patrons.

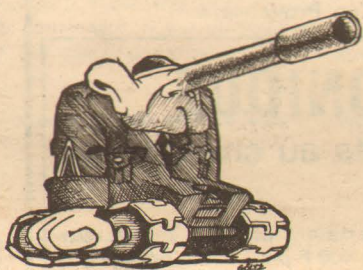
Très vite se posent les problèmes de l'emploi : chômage, exil vers Paris, lutte pour la réduction du temps de travail, prise en charge collective et mixte des tâches ménagères ect. Il est dommage que la parole ait été monopolisée par les hommes et que les discussions intéressantes avec les femmes n'aient été qu'individuelles.

On a rencontré en Avignon des femmes venant des groupes femmes de toute la France et d'Allemagne et d'Autriche. A travers les discussions on a ressenti l'urgence d'une plus grande coordination du mouvement des femmes. On a aussi discuté de la situation des femmes au festival : se promener seule sur la place de l'Horloge, c'est systématiquement se faire peloter, et le seul fait de se regrouper entre nous suscite rapidement une curiosité malsaine. Dormir au bord du Rhône pour des femmes, c'est prendre le risque de se faire violer, comme ont pu en témoigner des copines. Les nombreux contacts et débats, les livres et brochures vendues, montrent l'intérêt de ce style d'intervention que nous recommanderons notamment à Montségur le 22 août à l'occasion de la fête de Lutte Occitane.

Le groupe femme de Montpellier.



## BIDASSES ET TRAVAIL AUX CHAMPS



Dans la région de Fontainebleau, le 21° RIMA de Sissonne collecte la paille pour le département de l'Orne. Les conditions de logement au 120° régiment du train sont telles que certains bidonvilles à côté ressemblent à des palaces... Qu'on en juge !

150 lits de camps alignés à côté des jeeps dans un immense hangar et ...un lavabo. Pas d'armoire, le paquet est sous le lit. Pour ceux qui rentrent tard le soir (à cause du boulot) le repas a lieu dans cette pièce. Au bout de deux semaines, les odeurs se portent bien. Quant au sommeil, impossible avant 23 H, certains ayant envie de se distraire en écoutant la radio. Parfois 6 postes différents marchent ensemble. C'est pas le pied. De l'autre côté de la rue, la caserne proprement dite, contient des lits et des chambres vides...

Le matin, lever à 5 h 30. L'apparat militaire disparaît rapidement. On est là pour bosser. Les « sections » sont remplacées par des « équipes » dirigées par un « chef de chantier ». Aux champs, 20 tonnes de paille 5-6 par jour sont entassées en meules et chargées dans des camions. Le maigre casse-croûte de 9 h est parfois amélioré par l'apport du paysan. Faut-dire qu'il est assez content que son travail gratuit obligatoire (normalement la paille est broyée) ne soit pas trop long grâce à l'appoint des bidasses. Vers 17 h 30, fin du boulot avec 30 F en poche ! Et encore, faut être heureux car la hiérarchie militaire voulait enlever de cette gratification le prix du gaz-oil et... l'usure des treillis. Ouf ! Elle y a renoncé.

Pour les autres, c'est encore pire. Déchargeant les camions dans les wagons, le travail s'arrête quand tout est envoyé. Après 22 h quand on rentre au hangar c'est pas la forme. De plus, toutes sortes de pressions sont faites pour augmenter les cadences : avec l'intérêt d'arriver tôt pour manger au « ref », la promesse (jamais tenue) de la récupération des permis plane continuellement.

Bloquées, réduites, supprimées. Au lieu d'une 48 et d'une 72 par mois, seulement une 48 tous les quinze jours. Y-a-pas de petits profits ! Un jour par mois, de plus de boulot, ça fait un compte rond : 6 jours sur 7 aux champs ou à la gare.

Il existait des permissions spéciales agricoles pour les fils de paysan au moment de la moisson. Elles ont été supprimées. Certains bidasses ont pu au début prendre leurs détentes pour « compenser » mais maintenant c'est impossible. Les détentes ont été bloquées (16 jours par an) pour la classe 10. Pas le droit de les prendre quand on veut ! Elles seront accordées juste avant la « libération ».

Des conditions de travail comme celle-ci, on en trouve peu dans les entreprises car le mouvement ouvrier a su conquérir par de hautes luttes le droit syndical. La lutte pour un syndicat de soldats reste toujours d'actualité, reste toujours une nécessité.

Ferdinand

## l'homme des casernes

### REPRESSION AU 1° R.D.

Après la parution début juillet du n°4 des « Dragons violent rouge », le colonel Fayolle et ses amis ont réagi : dès le lendemain la SM était là.

Trois camarades ont fait les frais de l'opération :

Pierre Hemon : 30 jours d'arrêts de rigueur pour avoir trouvé un tract sur lui et être suspecté d'avoir participé à la manifestation du 1° mai. Emprisonné à Lure, puis muté au secret à Valdahon (sa compagne n'a pas encore réussi à le voir), il est revenu à Lure le temps de faire ses paquetages : il est muté au 511° GTL à Auxonne. Ecrivez lui !

André Guirado : suspecté d'avoir participé à la manifestation du 1° mai, il est muté à Bar-sur-Aube.

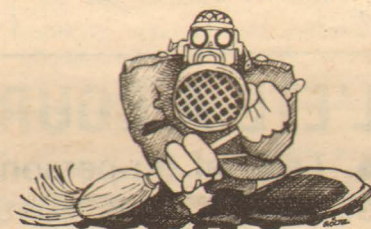
Béamonte : qui ne cachait pas ses opinions concernant l'armée a été muté.

En s'attaquant à quelques camarades, la SM et le colonel ont raté leur coup !

Le Comité de Soldats du 1° RD n'est pas mort ; l'action continue ! comité de Soldats du 1° régiment de Dragon de Lure.

### SOUTIEN AU LARZAC

Ce communiqué que nous pu-



blions ci-dessous nous parvient un peu tard. Les conditions de répression particulières qui règnent au 31° RG de Castelsarrasin semblent l'expliquer en grande partie. La combativité exceptionnelle de ce comité sur lequel, pourtant, la SM s'est acharnée, vaut pourtant d'être mentionnée.

« Samedi matin vers 6 heures, un piquet d'intervention de la 454° compagnie du 31° RG de Castelsarrasin plastiquait une ferme occupée par des « hippies » sur le plateau du Larzac. Cette véritable opération de commando menée précipitamment nous semble être le point de départ d'une expropriation « manu-militari » des paysans et de tous les amis du Larzac.

Une fois de plus, l'armée montre son véritable visage, celle d'une ennemie irréductible des travailleurs de ce pays.

Nous, soldats du 31° régiment de Génie de Castelsarrasin, travailleurs sous l'uniforme, réaffirmons notre soutien aux paysans du Larzac et faisons tout pour les aider dans leur combat contre l'armée. Larzac vivra !

Comité de Soldats du 31° RG de Castelsarrasin, le 17 juillet 1976

### SUICIDE AU 120° REGIMENT DU TRAIN

Vendredi dernier, un soldat de la 08 (venant juste d'être incorporé) a tenté de se suicider au 120° régiment du train. Après s'être ouvert les veines il s'est balancé du 1° étage (c'est haut les bâtiments militaires) sur le macadam.

Aussitôt sur les lieux l'ambulance... à côté du blessé. Mais 3/4 d'heure ont été nécessaires pour qu'ils se décident à l'emmener à l'hôpital. Hésitaient-ils à mobiliser le blessé. Soit. Mais comment se fait-il qu'il n'y ait aucune personne compétente ou qualifiée pour le transporter, en urgence. Dans ce genre d'accident, une rupture de la rate ou du foie aurait pu se faire. A l'armée, on a le temps de crever !



## Exposition au musée d'art moderne de Paris

# ANDRÉ MASSON VOLONTAIREMENT LIVRE A SON INCONSCIENT

A la différence de quasi tous ses grands contemporains, André Masson est un peintre qui s'est immédiatement trouvé, ce qui confère à son œuvre une unité extraordinaire dans un développement qui apparaît ainsi comme un essor spiraloïde autour d'un axe compact, véritable noyau qui contient en puissance les acquis ultérieurs, en ce sens que les découvertes du peintre viendront renforcer et élargir une cohérence d'emblée puissante.

Dans sa petite autobiographie, *Vagabond du surréalisme* (1), Masson, constatant le peu de succès de son œuvre en France en conclut que son art est peu français. Si l'on donne à cet adjectif son sens étroit de rationalisme cartésien, on ne peut qu'être d'accord avec lui, car l'énergie de l'œuvre de Masson est dialectique. Dialectique des éléments d'abord, celle de philosophes présocratiques, saisis dans l'interprétation dyonisiaque de la *Naissance de la philosophie* de Nietzsche, bien faite pour inspirer la représentation plastique-poétique des *Métamorphoses*, stade supérieur de dialectique panthéiste de la nature, constante dans l'œuvre, et qui lui a permis de développer, avec une nouvelle richesse, les legs d'Arcimboldo (le paysan auvergnat) et de Piranese (les villes crâniennes).

Mais une telle œuvre tomberait aisément sous le coup de l'accusation d'intellectualisme et de littérature si elle n'était portée par une profonde spontanéité. Et celle-ci ne fait pas de doute, révélée par l'automatisme des années 20 qui confère à la peinture de Masson la primauté du surréalisme pictural, mais évidente toujours, des *dessins sur le thème du désir* de 1947 à l'abstraction lyrique expressionniste dont il est le père.

Masson est sans doute le premier peintre à s'être aussi entièrement et volontairement livré à son inconscient et à avoir pour cela cherché de nouveaux modes d'expression - tel le sable jeté sur la toile encollée et travaillée en raison de ce qu'évoquait la projection incontrôlée - , voie où s'est engouffrée la jeune peinture américaine dont tous les tenants n'ont d'ailleurs pas la richesse d'un Jackson Pollock, loin s'en faut.

La haute éminence de Masson se trouve sans doute dans la fusion harmonieuse en ses œuvres des pulsions et d'une culture qui se parachève tout au long de sa vie et apporte une participation puissante à l'élaboration de ces nouveaux mythes dont le surréalisme sentit très tôt le besoin.

Ce que cette synthèse repousse d'abord, c'est tout ce qui est chrétien, et s'il rejette parallèlement le rationalisme occidental, ce n'est pas pour participer aux illusions réactionnaires de l'orientalisme. (Il écrit que s'il alla « chercher dans le bouddhisme ce qui était susceptible de (le) stimuler plus particulière-



Étude pour un autoportrait, 1968

ment». « J'ai bien dû convenir que je n'y étais pas de plein pied ») mais pour une replongée aux sources, au point de contact - et de séparation - de toutes les civilisations, l'est méditerranéen, de l'ionie et de la Crète, terres de la dialectique d'Héraclite et des grands mythes dont Freud et Nietzsche ont éclairé la richesse de puissants coups de projecteurs. Mythologie de la vie, fluente et exhubérante, aimée jusque dans ses excès, son animalité, ses effloraisons - fussent-elles monstrueuses - (voir ses insectes, en particulier les mantes), qui exclut l'abstraction froide comme le sens du péché.

Mais tout retour aux sources est interprétation : celle de Masson est pessimiste, au moins quant à l'avenir humain. A l'aube de sa vie, la Première Guerre mondiale faite comme simple soldat, à son midi la guerre civile espagnole qui le surprend sur place (et qui lui arrache des œuvres d'une violence goyesque) puis la Seconde Guerre mondiale : à son crépuscule la guerre d'Algérie (qui le frappe en particulier, en son fils qui connaît la

prison pour aide au FLN). Si son art, aux antipodes de la représentation réaliste s'exprime en signes de « nature », pas de doute que c'est aussi dans la société qu'il voit confirmé le mythe assez noir de l'Eternel retour.

Il est aussi de ces artistes auxquels les reculs du mouvement ouvrier, et surtout la hideur du stalinisme, n'ont pas permis de mener leur élan intellectuel jusqu'au bout. Sa dialectique est superbe, mais intemporelle ; elle reste celle des choses et d'êtres qui ne sont pas des sujets ; elle ignore celle de la révolution. Au-delà des anecdotes dont se repaissent les officiels qui s'efforcent de le récupérer, sa rupture de 1929 avec le groupe surréaliste s'explique par une volonté de maintenir le domaine de l'art dans une liberté qui tourne dans les frontières d'un ghetto. Là est la limite de l'œuvre. Au moins l'art de Masson indique-t-il des voies et reste inquiet. Et l'on sait que l'inquiétude est bonne, dans ce temps où l'apaisement demande pas mal d'egoïsme et/ou d'aveuglement.

Michel Lequenne

(1) Editions de Saint-Germain-des-Près

## télévision

TF 1

12.30 Madame êtes-vous libre ? (feuilleton)  
13.00 Journal  
13.35 John l'intrépide (série britannique)  
14.05 La brigade des maléfiques (feuilleton)  
18.40 Pour les jeunes  
19.20 Actualités régionales  
19.40 Une minute pour les femmes  
20.00 Journal  
20.30 Au théâtre ce soir  
Caroline a disparu.  
Pourquoi cette émission a-t-elle systématiquement un goût de déjà-vu ?  
22.55 Journal

A 2

15.00 Flash d'information  
15.05 Aujourd'hui madame  
15.55 Annie agent très spécial (série américaine)  
16.45 La met et les hommes (documentaire)  
17.15 Les douze légionnaires (feuilleton)  
17.45 Vacances animées  
18.15 Ce jour-là, j'en témoigne  
1<sup>er</sup> janvier 1942  
18.40 Le palmarès des enfants  
18.55 Des chiffres et des lettres  
19.20 Actualités régionales  
19.40 Bonjour Paris (feuilleton)  
20.00 Journal  
20.30 Molière pour rire et pour pleurer  
n°2 : les chemins de la farce  
21.35 Ah ! Vous écrivez  
C'est une drôle d'idée (de Bernard Pivot bien sûr de recevoir le même soir le moyen-âgeux Jean Cau d'un côté et Michèle Perrein l'auteur du *Mâle aimant* et de *La partie de plaisir*) et Denis Roche l'auteur de *Louise Basse* et du *Mécri* de l'autre...  
22.40 Journal

FR 3

19.05 Etranger, d'où viens-tu ? (feuilleton)  
19.20 Actualités régionales  
19.40 Pour les jeunes  
Mon ami Guignol  
19.55 Flash journal  
20.00 Les jeux de vingt heures  
20.30 Erreurs judiciaires  
20.55 A la recherche de la baleine franche  
Un beau documentaire sur la baleine espèce en voie de disparition...  
21.50 Journal

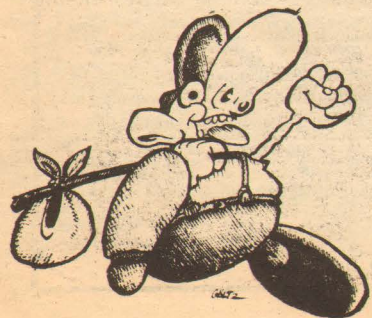
## LA SOUSCRIPTION CONTINUE

Ancien total	366 355 25
MC Toulouse	100 00
MA Lorient	100 00
JH Paris 15 <sup>e</sup>	100 00
Diffuseurs CGCT	100 00
DG Sympathisant Pau	100 00
Sympathisant enseignant La Rochelle	100 00
Comité Rouge Lycée Sartrouville	100 00
Travailleurs EDF Chartou	100 00
Sympathisants Velizy	100 00
Nouveau total	371 608 75

Pas de vacances pour la souscription. Rouge a toujours besoin de vous, que vous soyez en vacances ou non.

Chèques à libeller à l'ordre de Pierrette Chenot et à envoyer à l'adresse du journal.  
CCP Paris 4 501 42 R

## LA TETE EN VA-CANCES



### ● Après Arles, Mont de Marsan

L'interdiction du festival d'Arles et les incidents qui l'avaient précédé ont-ils fait peur ? Tout le laisse penser. Les provocateurs de l'ALS (Agence Lyonnaise de Sécurité) peuvent se vanter d'avoir fait d'une pierre deux coups : la municipalité communiste, après ces incidents, craint sans doute des répercussions électorales néfastes et par ailleurs un voile de méfiance risque de couvrir plus qu'à l'accoutumée la musique qui attire des jeunes.

1<sup>er</sup> victime : le premier festival de Punk Rock qui devait se tenir à Mont-de-Marsan le 21 août et dont l'autorisation avait été délivrée par le maire le 29 juillet vient d'être interdit par le même maire et la préfecture. L'attaque est intolérable. Non seulement elle est la porte ouverte à une censure culturelle mais elle frappe aussi de plein fouet des groupes musicaux et de petits organisateurs de concerts...

### ● Tous à Vinsobres

C'est aujourd'hui que la fête commence à Vinsobres. Elle durera jusqu'au 15 août. Vinsobres c'est dans la Drôme, près de Nyons.

Sera présente la troupe du « théâtre de l'olivier » qui jouera *Le temps des cerises*. On pourra camper gratuitement, sur un terrain ombragé avec point d'eau, WC, et douches. On paiera pas cher : le financement est assuré par la vente de nourriture et 5 F d'entrée pour le « théâtre de l'olivier ». Toutes les autres activités seront gratuites. Et, en plus, ce soir, sont invités, après le spectacle théâtral, toutes les organisations ouvrières du coin (PC, PS, extrême gauche, CGT, CFTD) et paysannes (MODEF, CDJA, FNSEA) pour participer à un débat. Alors ?

## BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LEVAY 4 MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM	N°
RUE		
VILLE		CODE POSTAL
TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention ci-dessous)	FRANCE	COLLECTIVITES
	FRANCE	ETRANGER
3 MOIS	80 F	120 F
6 MOIS	150 F	250 F
1 AN	300 F	500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention ci-dessous)

PERIODE CHOISIE	Du..... au.....	
15 JOURS	FRANCE 20 F	ETRANGER 30 F
1 MOIS	40 F	55 F
2 MOIS	60 F	80 F

(Avoir et plus ferme, écrire au journal)  
POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)  
N° DE LA BANDE D'ENVOI  
Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.  
LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSARD.





## ARGENTINE : 4 MOIS APRES LE COUP D'ETAT MILITAIRE

# L'ENFER DES PRISONS

« Dans le quartier de la prison de Cordoba où je suis, ils ont pris l'habitude de venir chaque jour prendre un prisonnier. On le retrouve le lendemain, mort à l'extérieur de la prison. L'armée dans un communiqué explique que ce militant est mort au cours d'un affrontement entre la guérilla et les forces de sécurité... 17 prisonniers politiques ont ainsi été exécutés. J'attend mon tour... »

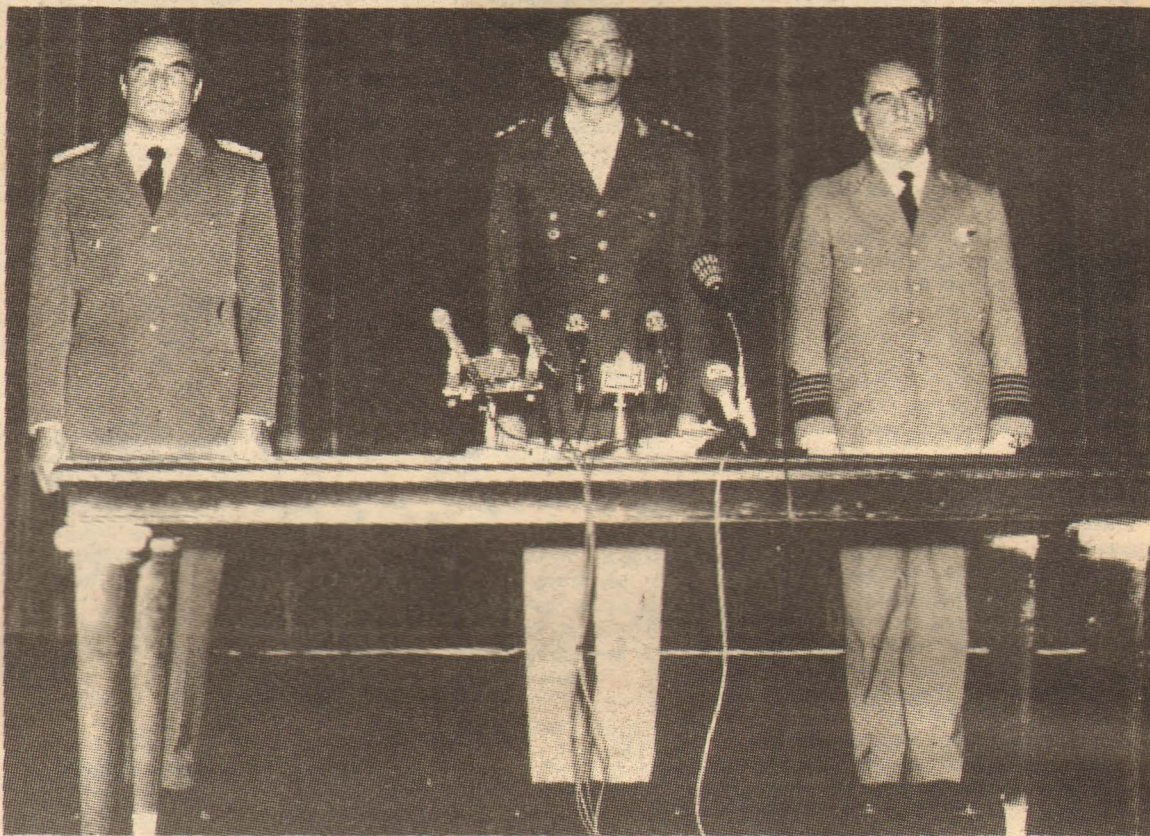
Voici ce qu'écrit dans la dernière lettre qui nous soit parvenue le camarade Jose Francisco Paez, dirigeant syndical de l'automobile à Cordoba et militant du Parti Socialiste des Travailleurs (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale). Ancien candidat du PST à la vice-présidence de la république, Paez a été arrêté en janvier dernier. Plus de 43 militants socialistes se trouvent actuellement dans les geôles de Videla. Dont des dirigeants ouvriers nationalement reconnus comme Arturo Apaza (cf. biographie ci-dessus).

Avant le coup d'Etat, il y avait environ 5 000 prisonniers politiques en Argentine. Depuis le 24 mars dernier, Amnesty International estime que le chiffre a quadruplé. Et le gouvernement argentin refuse toujours de publier la liste complète de ces prisonniers et le motif de leurs arrestations... La lettre de Paez confirme nos pires craintes : dans cette prison, c'est un génocide politique qui a commencé, prolongeant celui qui est mené hors des pénitenciers par les bandes paramilitaires.

De nombreux détenus sont emprisonnés, « à la disposition du pouvoir exécutif national », c'est-à-dire sans aucune inculpation, charge ou condamnation. Et l'article 23 de la constitution qui permet aux personnes arrêtées dans ces conditions de pouvoir choisir l'exil est lettre morte : l'un des premiers actes de la junte ayant été de suspendre ce droit d'option.

Les conditions dans les prisons sont épouvantables, comme le montrent la description et les témoignages sur certains bagnes qui nous ont été transmis par les camarades du PST.

Nous reviendrons dans nos prochaines éditions sur le sort que réserve la junte aux réfugiés politiques qui s'étaient établis en Argentine ; leur situation a été décrite lors d'une conférence de presse organisée mercredi à Paris par Amnesty International par trois militants uruguayens, rescapés de l'enfer argentin.



M. Rovere - Le chef de l'Etat argentin, le général Jorge Raphaël Videla, entouré de ses deux principaux adjoints

## « Trois heures, nues, dans le vent glacial... »

Villa Devoto - Les prisonniers n'ont droit qu'à une visite hebdomadaire, qui dure une demi-heure au maximum. Les visiteurs sont obligés de faire la queue à la porte de la prison depuis la veille au soir. La porte s'ouvre à 13 heures. Tous ceux qui travaillent et ne peuvent faire 16 heures de queue ne verront les prisonniers qu'une à deux minutes. Selon la loi argentine chaque prisonnier peut désigner une personne comme « fondé de pouvoir » afin d'administrer ses biens et peut la rencontrer deux heures. Mais depuis plusieurs mois les pires difficultés ont été faites aux fondés de pouvoir et aux prisonniers pour que les deux heures soient réduites à 30 minutes. Depuis le 22 juin les fondés de pouvoir ne peuvent plus du tout rencontrer les prisonniers.

Le régime intérieur de la prison est inhumain. La seule alimentation fournie aux détenus est celle préparée par l'administration pénitentiaire. Leurs familles ne peuvent leur envoyer aucun colis. Cette alimentation est composée presque uniquement de ragoûts, très allongés d'eau, et de faible pouvoir nutritif. Pas du tout de lait et très peu de légumes verts. Cela cause de véritables épidémies de maladies d'estomac et de foie, des pertes de poids importantes voire des anémies pratiquement incurables. Le prisonnier peut acheter des aliments à la cantine de la prison ; sauf qu'ils coûtent deux ou trois fois plus cher qu'à l'extérieur. De toutes façons les 5000 pesos dont peut disposer au maximum chaque mois le détenu sont insuffisants pour pallier les carences alimentaires.

La surveillance médicale est déplorable. Il n'y a aucun examen d'ensemble périodique. Si le détenu veut que des analyses soient faites, il doit en faire la demande écrite. Dans les rares cas où la demande est acceptée, les analyses donnent toujours des résultats « normaux ». D'ailleurs toute la surveillance médicale est sous la responsabilité du chef de la sécurité.

Les détenus ne peuvent pas étudier. Si l'on veut recevoir un livre de l'extérieur il doit passer entre les mains des autorités qui le lisent minutieusement avant d'autoriser sa remise aux prisonniers. Si l'on songe que des milliers de livres sont demandés chaque mois...

Les prisonniers ne peuvent avoir aucun objet personnel en dehors de leurs vêtements. A Devoto l'inquiétude a augmenté avec la construction des nouveaux parloirs. Avec ce système la visite n'a pas lieu à travers la grille comme cela se faisait jusqu'à présent, mais dans une cabine divisée par une vitre opaque. La conversation se fait par un téléphone. Depuis plusieurs semaines plusieurs centaines de prisonniers ont été transférés vers d'autres centres parfois distants de 1500 à 2000 km. Les mariages ne sont autorisés que s'il y a eu naissance d'un enfant et si les mariés peuvent faire la preuve de leur concubinage.

Olmos - Récemment encore, les femmes devaient subir dans cette prison de La Plata des procédés qui en disent long sur les conditions de cette prison. A l'aube, des gardes fortement armés faisaient irruption dans les quartiers des femmes, faisaient sortir les détenues dans la

cour sans leur donner le temps de s'habiller. Elles devaient rester là, au garde à vous pendant deux ou trois heures alors que la température avoisine 0 (C'est l'hiver austral). Bien sûr les détenues attrapent ensuite la grippe, des bronchites et toutes les sortes d'infections pulmonaires. Cela n'empêche pas les gardes de leur voler tous leurs effets personnels et en particulier les couvertures.

Cordoba Depuis le 24 mars les détenus de la prison de Cordoba sont isolés et ne peuvent recevoir aucune visite. Ils ne peuvent envoyer ni recevoir de correspondance et leur situation exacte n'est pas connue. L'impossibilité de communiquer vaut tant pour les détenus à la disposition du pouvoir exécutif national que pour ceux qui sont déjà inculpés. La seule lettre que nous ayons reçue est celle qu'a pu faire passer Paez et qui est très inquiétante.

Villa Gorriti Cette prison a toujours été l'une des plus dures de l'Argentine. Les interdictions de communiquer sont choses courantes et dépendent de l'état d'âme du directeur du pénitencier. Les détenus ne peuvent pas recevoir de journaux. Quand une nouvelle est connue, l'information passe de cellule en cellule par le « Tam Tam » sur les canalisations. Les visites sont ici quasi impossibles. Il y a eu l'exemple d'une gosse de 14 ans qui avait fait 2000 km pour aller voir son père détenu. On ne lui a pas permis de le rencontrer avant que la police ait vérifié ses antécédents et lui ait donné un certificat de bonne conduite.

### José Francisco Paez

- Paez participa au soulèvement de masse du 29 mai 1969 à Cordoba, contre la dictature d'Onganía ; cette mobilisation marque le premier moment d'une montée des luttes ouvrières et le début de la fin de la dictature.

- A l'avant-garde de cette mobilisation se trouvaient les syndicats des ateliers de la FIAT de Cordoba - le SITRAC (syndicat des travailleurs de Concorde) et le SITRAM (syndicat des travailleurs de Materfer) - dont Paez fut un des dirigeants les plus importants.

- En 1971, les travailleurs de Cordoba engagèrent une autre mobilisation d'un haut niveau (connue sous le nom de « Viborazo ») contre la dictature de Levingston (bientôt remplacé par Lanusse). Paez participa aussi, au premier rang, à ce mouvement. En septembre 1973, il se présenta à la vice-présidence de la République aux côtés de Juan Carlos Coral ; il reçut un fort pourcentage de voix dans tous les quartiers ouvriers de Cordoba.

- Par la suite, Paez développa toute son activité politique dans les rangs du PST, dont il était un des principaux dirigeants ouvriers. En 1975, il joua un rôle important dans l'appui donné à la grève de Villa Constitución.

### Arturo Apaza

Arturo Apaza était secrétaire de la Commission interne de Del Carlo, fabrique métallurgique de Beccar, dans le Grand Buenos-Aires. Il rejoignit les rangs du PST durant la campagne électorale de 1972. - Fin 72 - début 73, un conflit éclata dans cette usine, elle fut occupée par les travailleurs, Apaza se trouva à la tête de cette mobilisation.

- Apaza dirigea l'opposition à la bureaucratiesyndicale de l'Union Obrera Metalurgica (Union Ouvrière Métallurgique - UOM) dans la région de Vicente Lopez. Cette opposition mit en échec la direction bureaucratique.

- Apaza se trouva même à la tête des travailleurs de Del Carlo, lors de la grève du 7-8 juillet 1975, contre le très violent plan d'attaque du niveau de vie des masses laborieuses, plan nommé : « plan Rodriguero ». Cette grève s'étendit à tout le pays. Lors de cette grève les travailleurs d'une grande partie des usines du Grand Buenos-Aires marchèrent des kilomètres pour manifester devant le bâtiment central de la CGT (au centre de Buenos-Aires). Les dirigeants des diverses usines se regroupaient dans des coordinatrices. Dans celle de la Zone Nord, Apaza avait un rôle important ; lors de la grande manifestation, il fut un de ceux qui s'adressèrent aux travailleurs et il lança le mot d'ordre de grève générale.

- Au mois d'avril 1976, alors qu'Apaza et d'autres militants se trouvaient à la porte de la fabrique, un groupe d'hommes, portant l'uniforme de l'armée, leur intima l'ordre de les suivre jusque dans les locaux du personnel. Après une vérification d'identité, les « hommes en uniforme » les obligèrent à monter dans des voitures stationnées devant la fabrique.

- Depuis cet enlèvement effectué dans une fabrique par des hommes portant l'uniforme de l'armée, aucune nouvelle n'a pu être obtenue concernant Arturo Apaza.

Tout doit être entrepris afin que le gouvernement donne des nouvelles d'Arturo Apaza et le fasse apparaître.